

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 14-15 • 3 AVRIL 2020 • CHF 3.-

Un livre mémoriel rappelle la brutalité de la dictature argentine

page 4



Une épidémie qui contamine l'économie mondiale

page 5



IL FAUT LE DIRE...

L'UDC dans le sillage de Trump

Comment évoluera l'épidémie de coronavirus ces prochaines semaines en Suisse? Difficile de le prédire. Si certains signes sont encourageants, notamment le fait que les hôpitaux ne sont pas encore saturés, il convient de redoubler de vigilance, de ne pas baisser la garde pour ne pas relancer massivement la maladie.

Tel n'est pourtant pas l'avis de l'UDC, qui estime qu'après le 19 avril, la population supposée non menacée -soit celle qui a moins de 65 ans - doit se remettre au travail. A cette date, le parti revendique l'ouverture des commerces, restaurants et écoles. L'interdiction des rassemblements doit être assouplie «en maintenant toutefois les mesures d'hygiène et de protection». Le port du masque doit être généralisé.

Ces propositions sont particulièrement irresponsables et irréalistes, montrant bien les priorités de ce parti en temps de crise sanitaire. L'arrêt du Covid-19 ne peut se décréter, sauf un bilan sanitaire définitif ou découverte d'un vaccin. Daniel Koch, «Monsieur Covid-19» de l'Office fédéral de la santé (OFSP), a prudemment estimé que la vague de contaminations en Suisse devrait cesser «au début de l'été».

Forcer la reprise n'a pas plus de sens économique comme la Chine en fait d'ailleurs l'expérience. Malgré une relance lente de ses usines et une ouverture des commerces et cinémas, ces derniers sont toujours désertés par les clients, qui restent inquiets d'une rechute du pays. Comment imaginer aussi un retour à la normale alors que la plupart des pays européens, principaux clients de la Suisse, sont à l'arrêt? Et que les Etats-Unis et l'Angleterre entrent, eux aussi, dans la tourmente, avec même une accélération de la propagation.

Plutôt que de suivre le programme de Donald Trump, l'UDC ferait mieux d'œuvrer réellement pour la population, puisqu'elle se targue d'être le parti du peuple. A défaut de penser à un autre développement, notamment plus respectueux de l'environnement pour l'après-crise, qu'elle est bien incapable d'imaginer, malgré ses velléités écologiques des élections fédérales d'octobre dernier.

Joël Depommier

En raison des vacances de Pâques, Gauchebdo restera confiné la semaine prochaine.

Nous nous réjouissons de vous retrouver le 17 avril !

Taxer les fortunés pour la solidarité

SUISSE • Le Parti suisse du Travail PST-POP lance une pétition pour taxer les grandes fortunes. Objectif: créer un fonds de soutien pour la population et les salarié.e.s.

«Le plan d'aide fédérale de 42 milliards repose avant tout sur des prêts aux entreprises, qui devront bien être remboursés. Si elles ne le peuvent pas, elles seront en faillite. Au final, ce sont les travailleurs, travailleuses et les classes populaires qui devront payer cette crise. Celle-ci va sûrement s'aggraver à l'avenir par l'accentuation toujours plus grande de politiques d'austérité», souligne Christophe Grand, secrétaire cantonal du POP vaudois et du PST-POP. Dernier exemple en date de cette pression sur les salarié.e.s, celui des intérimaires. La Communauté d'action syndicale genevoise (CGAS) et Unia relevaient cette semaine que si les centaines de ces temporaires licenciés dans les premiers jours de la pandémie pourront être indemnisés, suite à la modification du régime de la réduction des horaires de travail (RHT) prévue par une récente Ordonnance fédérale, il n'en reste pas moins que leur situation est très précaire. La nouvelle mesure n'aura aucun effet rétroactif et du fait de la variabilité du temps de travail de cette catégorie de travailleur.euse.s, il sera ardu de fixer leur salaire moyen par les ORP, ce impliquera un faible revenu de remplacement au chômage.

Pour pallier ces réductions de salaires qui frapperont aussi nombre d'indépendants, le parti a décidé de lancer une pétition pour taxer les plus grosses fortunes afin de créer un fonds de solidarité pour la population. «L'idée est de taxer à hauteur de 2% les fortunes de plus de trois millions de francs. Si on se base sur les chiffres 2016 de l'Office fédérale de la statistique (OFS), une taxe de 2% rapporterait déjà près de 17 milliards de francs», explicite Christophe Grand. «Une enquête internationale du Crédit suisse montrait qu'en 2019 la Suisse comptait près de 400'000 millionnaires et que sur ce total, les 300 plus riches de Suisse avaient vu leur fortune s'envoler de 4% pour atteindre 702 milliards de francs cette année-là, selon les calculs du magazine *Bilan*. Pour lutter contre la crise économique, qui menace les ménages suisses, notre idée est de prendre les richesses où elles sont», justifie encore le Vaudois. «Actuellement, toutes les demandes proposées par les partis ou les syndicats visent à améliorer les plans financiers d'aide communale, cantonale ou fédérale, mais il est aussi important pour notre parti de proposer de nouvelles recettes, en demandant un effort obligatoire de solidarité de la part des plus nantis comme y



invite cette pétition», renchérit Denis de La Reussille, conseiller national du POP. «Si l'on veut sortir de la crise avec des entreprises qui survivent, notamment les PME ou les artisans de proximité, il faut aussi que l'on puisse fournir une aide financière à fonds perdus. On voit que certaines communes l'ont déjà compris, en se proposant de renoncer à l'encaissement de baux locatifs leur appartenant pour maintenir des commerces et éviter des faillites en cascade et des pertes d'emplois», relève le Neuchâtelois et maire du Locle. «Notre idée est d'avoir un fonds de redistribution pour les secteurs et les personnes les plus touchés par la crise, sans nécessité de remboursement», explique encore Christophe Grand, qui se méfie du plan d'aide du gouvernement. «Depuis des années, la droite et le gouvernement nous expliquent qu'il n'y a pas d'argent pour les salaires, les retraites, les services publics ou pour contrer l'urgence climatique et soudain le Conseil fédéral trouve 42 milliards d'un coup de baguette magique. Il y a de quoi se poser deux ou trois questions sur la suite», s'étonne-t-il.

Exemple belge

L'initiative du PST-POP ne sort pas de nulle part. «En Belgique, le Parti

du Travail (PTB) vient de lancer la même initiative et propose d'instaurer une Taxe corona, prélevée en une fois, sur le patrimoine de ménages qui dépassent les 3 millions d'euros afin de garantir les revenus des familles, le temps de la crise du coronavirus. Elle vise à augmenter l'allocation liée au chômage économique et de garantir les revenus de tous les travailleurs touchés par la crise, aussi bien les employés que les étudiants-jobistes ou tous les intérimaires, avec la garantie d'une indemnisation à 100% de leur salaire», souligne encore Christophe Grand.

Et pour la suite? Pour Denis de la Reussille, il est clair que «les pouvoirs publics devront revoir certaines décisions prises ces dernières années en matière de libéralisation des marchés». Il ajoute: «On a vu que certains produits stratégiques faisaient défaut. A terme, il faudra réfléchir à rapatrier en Suisse ou en Europe la production de produits pharmaceutiques. Il n'est pas normal que la quasi majorité des génériques soient produits en Inde ou en Chine pour des seuls raisons de coûts. La libéralisation nous conduit dans l'impasse, induisant une vulnérabilité de notre système économique», insiste le conseiller national. Il dénonce aussi

les hypocrisies de la droite, particulièrement celle de Neuchâtel. «Aujourd'hui, elle applaudit les infirmier.ère.s ou les nettoyeur.euse.s, alors qu'il y a quelque temps elle cherchait à affaiblir la CCT Santé 21, à externaliser le secteur du nettoyage ou à centraliser les soins intensifs sur un seul site, en refusant une décentralisation de la prise en charge des patients, qui aujourd'hui s'avère bénéfique», relève le Loclois.

A noter que plusieurs autres pétitions nationales viennent d'être lancées ces derniers temps. L'une demande que le Conseil fédéral décrète l'arrêt immédiat de toute activité économique non essentielle, non prioritaire et non urgente sur l'ensemble du territoire, tout en renforçant massivement les inspectorats du travail ainsi que les droits syndicaux, afin d'assurer le respect des règles de sécurité notamment sanitaire. Une autre, relayée par la Chambre de l'économie sociale et solidaire de Genève, veut une extension des mesures de soutien fédérale à toutes et tous les indépendant.e.s du pays, ainsi qu'aux PME sous forme de soutien financier et non de prêts. ■

Joël Depommier

La pétition du PST-POP pourra être signée dès vendredi sur le site www.pst-pop.ch

La vie des travailleurs avant les profits

SUISSE • Le Parti suisse du Travail PST-POP demande que la santé des travailleurs soit davantage protégée.

Si le nombre d'infections et de morts dues au Covid-19 ne cesse d'augmenter en Suisse, le Conseil fédéral refuse toujours de prendre des mesures drastiques de limitation de l'activité économique. En nombre de contagion par habitant, la Suisse est parmi les pays au monde les plus touchés par la pandémie. Alors que plusieurs cantons ont déjà décidé de fermer les chantiers – le canton du Tessin mettant également à l'arrêt la production non essentielle – le Conseil fédéral continue à protéger avant tout les profits des actionnaires en laissant tourner la machine économique. Cela se fait au détriment de la santé des travailleurs, dont l'immense majorité ne peut tout simplement pas se permettre de faire du télétravail.

Dans un article publié mardi dernier par *Le Courrier*, l'avocat genevois Olivier Peter rappelle pourtant que «s'il n'existe pas de droit au profit, il existe bien un droit à la santé protégé par le droit international». Celui-ci est proclamé entre autres par la Constitution de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) ou encore par certaines conventions de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Fidèle à sa tradition antisociale, le gouvernement suisse n'a jusqu'à présent ratifié que très peu de conventions de l'OIT. Il a notamment refusé de ratifier la Convention n°187 sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail de 2006. Il s'agit d'un texte contraignant, accepté par 49 pays dont l'Allemagne, la Belgique, la France ou encore le Canada. Il prévoit notamment l'obligation de promouvoir et de faire progresser le droit des travailleurs à un milieu de travail sûr et salubre et l'obligation de mettre en place un programme national pour contribuer à la protection des travailleurs en éliminant ou en réduisant au minimum les dangers et les risques liés au travail.

Prévenir l'asphyxie du système hospitalier

Dans un communiqué de presse publié mercredi, le Parti suisse du travail (PST-POP) demande au parlement et au gouvernement helvétiques de ratifier la Convention n°187 de l'OIT et de prendre toutes les mesures nécessaires pour respecter les obligations qui en découlent. Dans la situation actuelle, la santé des personnes forcées de se rendre à leur travail est menacée car les mesures de protection de l'OFSP ne peuvent souvent pas être respectées (distance



Le PST-POP demande au parlement et au gouvernement helvétiques de ratifier la Convention n°187 de l'OIT sur la sécurité et la santé au travail.

Mike Knell

sociale impossible à tenir, pénurie de masques et de désinfectants), comme l'a révélé une récente enquête du syndicat Unia.

Pour le secrétaire politique tessinois du PST-POP et syndicaliste Leonardo Schmid, «il est désormais clair

que la courbe de contagion doit ralentir pour éviter une surcharge du système hospitalier. Cela implique de stopper toutes les activités non nécessaires à la survie, afin de protéger la santé des travailleurs et de l'ensemble de la population». Lors de la session

parlementaire extraordinaire du 4 au 8 mai prochain, le conseiller national Denis de la Reussille demandera que la Suisse ratifie la Convention n°187 de l'OIT et s'engage ainsi à protéger la santé sur les lieux de travail. ■

Amanda Ioset

Appel à la vitale grève des loyers

GENÈVE • En réponse aux conséquences économiques de la crise sanitaire et aux insuffisances des mesures prises par les pouvoirs publics, trois collectifs appellent à une grève des loyers.

Face à la crise sanitaire, le filet de secours lancé par le Conseil fédéral (CF) semble avoir la maille large. De nombreux.se.s oublié.e.s ont vu leur revenu disparaître et tombent dans la précarité. Aux angoisses liées à la survie, et à celles des proches, s'ajoute la crainte de perdre le toit que l'on loue. Comment les foyers privés de revenus pourront-ils faire face au règlement de leur loyer? En prolongeant de 30 à 90 jours les délais de mise en demeure du paiement en cas d'arriérés, qui plus est uniquement pour les établissements publics (restaurant, café, etc.), le CF a repoussé le problème sans le résoudre.

Devant ces constats, la Maison collective de Malagnou, l'espace autogéré Le Silure et le collectif Mal-Logé.e.x.s appellent à une action de grève du paiement des loyers. «La survie de la rente foncière ne peut se faire aux dépens des habitant.e.s. L'Etat s'est empressé de prendre des mesures pour soulager les entreprises, mais qu'en est-il des locataires et de leurs logements?», interpellent-ils. Pour eux, les mesures prises pour amortir la crise n'ont qu'un but, «assurer le maintien, coûte que coûte, des activités économiques et du système d'accumulation capitaliste, en laissant pour compte la population».

Socialisation des profits

Dénonçant les rendements colossaux du secteur immobilier des dernières décennies, réalisés, selon eux, grâce la baisse continue des taux hypothécaires, ils demandent à ce que cette manne participe, dès aujourd'hui, à travers un «plan de socialisation des profits immobiliers» à la sortie de crise. Conscients que les propriétaires et les régies «n'au-

ront probablement que faire de la solidarité», ils exigent des bailleurs publics qu'ils montrent l'exemple. Ainsi, ils réclament que la Gérance immobilière municipale, l'Hospice général, les Caisses de pension et les Fondations HBM «annulent, et non pas reportent, l'ensemble des coûts liés au logement».

Une situation scandaleuse

De plus, ils requièrent du Conseil d'Etat genevois un moratoire d'une durée minimale de 5 ans sur les expulsions locatives. Pour eux, «la crise est le moment d'affirmer une bonne fois pour toutes que le droit au logement passe avant la rente immobilière!». En vue de garantir ce droit à toutes les personnes sur le territoire, ils demandent la réquisition des hôtels et des lieux vides, rappelant au passage que plus de 300'000 mètres carrés de surfaces commerciales sont actuellement inoccupés. «Cette logique spéculative, déjà scandaleuse en temps normal, devient aujourd'hui révoltante. Dans le canton, des centaines de personnes vivent dans la rue», s'insurgent-ils, avant de conclure, «parce que les propriétaires et les régies ne donneront jamais ce qui ne leur aura été arraché, nous appelons dès aujourd'hui à la grève générale des loyers et à l'arrêt immédiat du travail non essentiel... Nos vies valent mieux que leur profits!».

En l'absence d'un droit de grève des loyers et donc de mesures juridiques de protection, les locataires qui répondraient à cet appel, auraient intérêt à stocker leur argent pour éviter l'expulsion d'ici trois mois. Mais que mettrons en réserve celles et ceux qui n'ont plus rien? De la peur d'abord, puis viendra la colère. ■

Jorge Simao



«Il faudrait que les loyers soient réduits ou supprimés durant la crise pour toutes les personnes dont les revenus sont impactés», estime Christian Dandrès.

LDD

Pour donner suite à ces constats et cet appel, voici la mise en perspective à Christian Dandrès, juriste à l'ASLOCA Genève, membre du comité de l'ASLOCA Suisse et conseiller national socialiste.

Votre association a-t-elle reçu des questions de locataires relatives à des difficultés de paiement du loyer en lien avec la pandémie?

CHRISTIAN DANDRÈS L'ASLOCA maintient ses permanences quotidiennes, qui se font désormais par téléphone vu la crise sanitaire. Nous recevons de nombreux appels à l'aide de locataires ayant perdu tout ou partie de leurs revenus. La situation est catastrophique pour beaucoup d'entre elles et eux, en particulier pour les indépendant.e.s et plus encore pour les personnes sans papiers. Les mesures prises par le CF sont largement insuffisantes. Le chômage partiel n'est pas ouvert pour toutes les entreprises et les bénéficiaires sont trop faiblement indemnisé.e.s (3'320 francs par mois au maximum ou 80% du salaire). Il faut que le CF étende cette mesure à toutes les entreprises pour que tout.e.s les tra-

vailleuse.s touché.e.s par la crise puissent être indemnisé.e.s. Il faut aussi garantir une indemnisation intégrale, jusqu'à concurrence du salaire médian suisse (6'500 francs par mois).

Pour la défense juridique des locataires de logements, l'association invite à plaider notamment l'exorbitance, soit le fait que la situation a changé à tel point que les conditions de contrat de bail doivent être modifiées en conséquence. Elle invite les locataires à contacter son service juridique et à consulter les informations disponibles sur son site Internet, si elles ou ils entendent se prévaloir de cette solution juridique.

Que pensez-vous de cet appel à la grève des loyers, le soutenez-vous? L'Asloca ayant qualifié la prolongation du délai de mise en demeure du locataire en cas d'arriérés de mesure totalement «insuffisante», une telle initiative n'a-t-elle pas l'avantage de mettre sous pression les autorités (et les propriétaires) pour les presser à prendre des mesures plus importantes?

Le CF n'a semble-t-il pas l'intention d'adopter des mesures de protection

sérieuses en faveur des locataires. Il est fort probable que s'il entendait agir, il l'aurait déjà fait plutôt que d'ouvrir des discussions avec les milieux immobiliers et l'ASLOCA Suisse. Je relève que les délais civils ont été suspendus, mais pas les principaux délais en matière de droit du bail.

Je pense que le CF cherche surtout à renvoyer la balle aux «acteurs» du logement et se dédouaner à bon compte de son inaction. Ceci ne signifie pas que l'ASLOCA Suisse ne doit pas tenter, dans le cadre de ces discussions, de dégager des solutions.

Sous l'angle de la défense des locataires, il faudrait que les loyers soient réduits ou supprimés durant la crise pour toutes les personnes dont les revenus sont impactés par les conséquences de celle-ci.

Mais le temps presse et la défense des locataires ne peut pas être suspendue aux discussions en cours à Berne. C'est dans ce contexte que l'ASLOCA Genève a posé des revendications aux Conseil d'Etat genevois en faveur d'une suspension des évacuations (ce qui a été accepté) et d'un soutien financier aux locataires pour éviter les mises en demeure et des congés. Nos démarches se poursuivent. Aujourd'hui des locataires continuent à recevoir des lettres comminatoires les menaçant de congé à défaut de paiement dans les 30 jours, malgré la crise.

L'ASLOCA n'a pour le moment pas pris politiquement position sur l'appel à la grève des loyers. En l'état des mesures et sous l'angle juridique, les locataires qui suivraient l'appel à la grève devraient s'assurer de pouvoir réagir dans les temps en cas de mise en demeure, pour éviter des congés. ■

Propos recueillis par JS.

Les conséquences sociales de la crise sanitaire

GENÈVE • La pandémie a de lourdes conséquences sociales. Maria Perez (PdT), Christina Kitsos (PS) et Alfonso Gomez (Les Verts), candidat.e.s à l'exécutif de la Ville de Genève croisent leurs visions.

Pourquoi est-il légitime de maintenir le second tour des élections municipales?

MARIA PEREZ La démocratie ne doit pas s'arrêter sous prétexte de crise pandémique. Au contraire, il faut intégrer ce facteur-là à la réflexion politique de la population qui peut aujourd'hui mesurer, par exemple, les décisions prises par la majorité de droite et certains socialistes à l'aune de cette crise. Ainsi les conséquences délétères des plans d'économie successifs imposés à l'hôpital ou l'entrée en matière sur des exonérations fiscales qui mettent à mal la justice sociale et climatique.

CHRISTINA KITSOS L'élection concernant uniquement les Conseils administratifs, les risques sanitaires sont faibles puisque les bulletins de vote sont lus et comptabilisés par une machine. (...) Il va de soi que la situation n'est pas équivalente à une campagne normale, mais il apparaît important de ne pas ajouter une crise institutionnelle à la crise sanitaire que nous traversons.

ALFONSO GOMEZ Les électrices.teurs ont eu la possibilité de se forger une opinion pendant toute la campagne... De plus, interrompre le processus électoral à ce stade ne ferait que déstabiliser le système et ajouter de l'incertitude à la situation complexe que nous vivons déjà...

Quels sont les impacts de la pandémie sur les travailleur.se.s?

MPZ On voit que ce sont les emplois les plus précaires, et les femmes en particulier, qui sont en première ligne de cette crise: les vendeuses, les nettoyeurs.euses, les métiers du soin à la personne... Un geste politique fort sera nécessaire après la crise comme la mise en place d'un salaire minimum pour toutes et tous. La Ville devra aussi cesser d'externaliser des tâches sous prétexte d'économies.

CKS Nous devons nous assurer que ces travailleur.se.s soient protégé.e.s contre tout risque de contamination. Nous avons ainsi vu un Conseil d'Etat proactif par rapport au Conseil fédéral. Il a ordonné la fermeture de chan-



«Tout le monde est touché par cette pandémie, mais ceux qui étaient déjà fragiles avant la crise le sont davantage aujourd'hui», assure Maria Perez.

DR

tiers contre l'avis de Berne... J'espère que cette crise permettra à celles et ceux qui n'ont eu de cesse de vouloir couper dans les prestations publiques de prendre conscience de l'importance des personnes qui travaillent dans les secteurs publics...

AGZ Ce qui apparaît fortement avec cette crise, c'est l'injuste répartition des salaires... En effet, ce sont ceux et celles parmi les plus bas salaires qui assurent une grande part des tâches essentielles à notre survie.... Et puis je n'oublie pas les personnes qui travaillent au noir, sans papiers... qui sont touchées de plein fouet et pour lesquels il faut des mesures de solidarité.

Quels sont les services publics les plus fragilisés?

MPZ Tout le monde est touché par cette pandémie, mais ceux qui étaient déjà

fragiles avant la crise le sont davantage aujourd'hui. Les inégalités sont exacerbées et il faudra examiner toutes les situations. Les indemnités pour les indépendants plafonnées à 2600 francs par mois sont une démonstration de mépris du Conseil fédéral vis-à-vis de ceux qui font le tissu économique de notre pays. Je pense aussi aux femmes sans papiers de l'économie domestique. Elles ont perdu leur gagne-pain du jour au lendemain et se retrouvent sans droits. Le Département social et de la solidarité devra être doté de ressources nécessaires pour aider tous les habitants en difficulté, sans discrimination. Les travailleurs de la culture, qui sont particulièrement impactés par tous les événements annulés à plus ou moins long terme, doivent être impérativement soutenus.

CKS Les inégalités sont exacerbées dans un contexte de crise. Des mesures en complément des solidarités naturelles doivent être mises en place pour les personnes les plus vulnérables: les victimes de violences domestiques, les personnes migrantes, les chef.fes de famille monoparentale..., les personnes âgées isolées, en situation de handicap, les mal-logé.e.s, les familles n'ayant pas les moyens matériels et pédagogiques pour aider leurs enfants pour le suivi scolaire, les jeunes en recherche d'apprentissage, etc. En parallèle de ce travail social essentiel, des investissements massifs sont nécessaires dans les infrastructures, dans la formation et en faveur de la transition écologique. Enfin, il faut renforcer les mesures prises afin de soutenir les PME et les indépendant.e.s, quel que soit leur milieu de travail....

AGZ On le voit dans certains pays européens voisins, la diminution des moyens alloués au service public est une catastrophe... La Ville, collectivité de proximité, joue un rôle primordial, le personnel est au front, que ce soit les services sociaux, ... la police municipale ou encore le SIS. Ces services doivent être l'objet de toute notre attention et être renforcés pour répondre à l'urgence.

Quels enseignements plus généraux peut-on tirer de cette crise?

MPZ La pandémie met à l'épreuve la résilience de notre démocratie. Les modèles économiques basés sur la rentabilité, l'exploitation des travailleurs et l'assèchement de nos ressources naturelles doivent être abandonnés. Nous devons repenser ensemble une société qui favorise davantage les solidarités et le respect de la terre.

CKS La crise doit nous permettre de remettre en cause notre système économique ultra-capitaliste. Nous voyons très clairement quels secteurs sont primordiaux pour notre société et ceux qui ne visent qu'à tirer profit de la crise dans laquelle nous vivons! Une économie locale doit être renforcée et les circuits courts favorisés... Nous voyons également que le secteur public est essentiel au bon fonctionnement d'une société...

AGZ Cette crise est totalement liée à la mondialisation et au libéralisme sans foi ni loi. Un système qui conduit au réchauffement climatique et à la fin des ressources naturelles... Cependant, la crise arrive suffisamment en amont de la catastrophe climatique qui s'annonce pour que nous redressions la barre: régionalisation des économies, relocalisation de la production, favoriser les circuits courts et de proximité, réorientation de l'action publique vers le social et la santé... Cela prendra du temps mais c'est un beau programme! ■

Propos recueillis par Emmanuel Deonna

L'intégralité des ces entretiens est disponible sur: www.gauchebdo.ch

Coronavirus: tour d'horizon

NEUCHÂTEL • Fin mars 2020, plus de 300 personnes seraient officiellement infectées par le coronavirus sur territoire neuchâtelois. Des chiffres contestés.

Les dépistages n'étant plus systématiques depuis quelques semaines, ce bilan est en dessous de la réalité. Le système s'arrête, du moins partiellement. Face à l'épidémie, l'Etat et les Villes s'organisent. Les employés communaux, comme au Locle, sont affectés à d'autres missions: le soutien aux personnes confinées, notamment aux plus âgées. L'engagement d'associations et l'entraide entre voisins se renforcent. Ces initiatives sont accueillies favorablement par les citoyennes et citoyens.

D'autres saluent le non démantèlement du système hospitalier neuchâtelois. En effet, dans la continuité des politiques d'austérité prônées par le système libéral international, le gouvernement cantonal et les principaux partis politiques avaient, durant plusieurs années, tenté de concentrer les établissements et de réduire l'offre sanitaire. En 2017, le peuple en décide autrement.

Deux ans plus tard, le Réseau hospitalier neuchâtelois (RHNe) voit le jour, avec le maintien des sites de soins aigus à La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel, ainsi que des Centres de traitement et de réadaptation (CTR) sur différents sites, tels qu'au Locle ou au Val-de-Ruz. L'engagement

sans conteste du personnel médical et technique est salué tant par la population que les autorités.

Alignement sur le Conseil fédéral

Au niveau économique, contrairement à d'autres cantons, des mesures exceptionnelles de fermetures de chantiers et des usines n'ont pas été exigées, le Conseil d'Etat neuchâtelois s'étant aligné sur l'intention du Conseil fédéral. En envoyant les travailleuses et travailleurs au front, les intérêts des milieux économiques ont donc prévalu. Cet état entre en contradiction avec la protection de la population, les fermetures exigées des écoles et celles de la plupart des commerces et indépendants. Dans les faits, tourné principalement vers l'exportation, le canton de Neuchâtel est en grande partie dépendant de l'international. Les différentes baisses fiscales sur les personnes morales intervenues en 2013 et 2020 ne lui permettront certainement pas de pérenniser ses capacités financières actuelles, ce d'autant plus qu'il peine historiquement à capter ses propres richesses. Il est dès lors peu probable que le canton puisse tendre vers une autonomie, même et bien évidemment partielle, sur le plan

financier et économique. Cette situation annihilé – ou du moins rend difficile – toute politique de relance. Seule une réorientation des investissements en matière de soutien à une économie de proximité, privilégiant les circuits-courts, serait à même de favoriser ce type de politique.

Reste que la situation nécessite de pallier le plus pressant. Les Associations de défenses des chômeurs (ADCN) de Neuchâtel ont demandé au Conseiller fédéral en charge de l'économie, M. Parmelin, entre autres une augmentation de la durée d'indemnisation, la suspension des exigences relatives aux recherches d'emploi et la suspension des délais d'opposition. Ces divers points ont été acceptés. A l'heure de la rédaction de cet article, recourant à la «Réduction d'horaire de travail» (RHT), plusieurs entreprises neuchâteloises ont désormais privilégié une fermeture, alors que d'autres maintiennent leurs activités appliquant, selon elles, des mesures de distanciation et de protection.

Incertitudes

Les changements de rythmes, mais aussi d'horizon, tant spatial que temporel, auront sans

doute un impact sur la population et ses pratiques. La consommation s'en verra-t-elle modifiée? Une période d'euphorie consummatrice ou de renonciation, voire d'ascétisme, suivra-t-elle cette situation de confinement? Du côté de l'offre, le système s'étant arrêté, celui-ci pourrait l'être encore plus. Cette potentialité freinerait-elle les investisseurs? Profiterait-elle aux spéculateurs? Ou au contraire favorisera-t-elle des investissements durables, seuls capables de répondre aux enjeux climatiques et sociaux de ces prochaines décennies.

Une chose est sûre. Si, au lendemain de cette crise sanitaire, une modification structurelle profonde de la société en faveur de la population ne devait pas voir le jour, c'est le virus qui aura gagné. Paradoxalement, celui-ci nous offre l'occasion d'ouvrir les chemins du possible. De nouvelles alternatives devront voir le jour: une diminution du temps de travail, afin d'absorber l'ensemble des chômeurs; la concrétisation de rentes-ponts ou encore celle du revenu universel. ■

Cédric Dupraz

Voir: www.bag.admin.ch (31.03.2020 : 318 personnes [NE]).

Coronavirus: Trop vieux pour compter?

FRANCE • Le 31 mars, le bilan officiel des décès des suites du Covid-19 en France atteignait le nombre tragique de 3523.

Toutefois, ce bilan est en deçà de la réalité en ce qu’il ne fait état que de la mortalité dans les hôpitaux. Le morbide décompte concernant les institutions accueillant les seniors, annoncé samedi par le Directeur général de la santé, Jérôme Salomon, pour «ce début de semaine», se fait attendre. Néanmoins, la presse locale laisse présager d’une catastrophe. Ainsi, 15 résidents d’un Etablissement d’hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) des Alpes-Maritimes sont décédés des suites du virus depuis le 20 mars, (*Le Parisien*), 9 personnes en 4 jours dans un établissement de l’Isère (France Bleu) et 7 dans un autre en Bretagne (France Inter).Le taux de mortalité par âge étant particulièrement élevé chez les plus de 60 ans (3,6%), les plus de 70 ans (8%) et les plus de 80 ans (14,8%) (CDC Chine), l’inquiétude grandit et ce d’autant plus que les mesures semblent inadéquates et les moyens manquer.

Conditions de travail problématiques

Habituellement employée par une Mairie de la région lyonnaise dans le milieu culturel, Simone* a été «sollicitée» par la municipalité pour travailler dans un Centre communal d’action sociale. Bien qu’en contrat à durée déterminée (CDD), elle déclare, «je ne me suis pas sentie de refuser par respect pour les valeurs du service public». Mais nous confie avoir aussi un peu peur «qu’on s’en sou-

vienne», CDD oblige. Le centre qui l’a «réquisitionnée» est un foyer destiné à l’accueil de seniors autonomes avec un service de restauration, des activités et un encadrement de santé. Sa mission consiste à assister la personne de garde, à désinfecter les parties communes (couloirs, poignées de portes, interrupteurs...) et aider à la livraison des repas dans les chambres en raison du confinement.

Interrogée sur le matériel de protection qui lui a été fourni, elle affirme qu’elle disposait de gants «de nettoyage que l’on utilise pour se protéger des produits chimiques» et d’un masque chirurgical pour deux jours. Quant au gel hydroalcoolique, elle n’en a vu qu’à l’entrée du réfectoire où personne ne se rend plus, puisqu’il a été fermé. «Je n’ai pas vraiment eu peur pour moi, mais pour les résidents, je craignais d’être un vecteur de transmission», explique-t-elle. Avant d’ajouter, «la personne de garde suffisait largement, rien ne justifiait de prendre le risque d’amener une personne de l’extérieur possiblement asymptomatique».

Défaut de matériel, personnel non qualifié, renforts mésusés... Il y a de quoi craindre de la part d’un gouvernement qui, pris dans l’impréparation, après avoir appelé les Français à sortir, les réprimande et les appelle à la responsabilité. Il dit vouloir protéger les aînés, mais les met inutilement en danger, et finalement «oublie» de les compter. ■

Jorge Simão

COURRIER

Le «bienfait» pacifiste du coronavirus

«Renoncez aux hostilités. Laissez de côté la méfiance et l’animosité. Posez les armes, faites taire les canons, mettez fin aux frappes aériennes», c’est la demande exhaussée d’Antonio Guterres, Secrétaire général de l’ONU, en période de coronavirus. Sous l’impulsion de l’Organisation des Nations Unies, les guerres s’arrêtent pour combattre ensemble le Covid-19. Aux Philippines, au Yémen, en Syrie ou au Cameroun, les armes se taisent pour laisser la place à la Paix. Cessez-le-feu général! Quel bonheur! Certainement, le plus suprême, les conflits

armés empêchant souvent toute satisfaction, même infime. Il aura fallu cette «saloperie» de virus pour que la planète cesse de s’entretenir et de moins polluer. Les pays ravagés par les conflits, enlisés parfois depuis de nombreuses années, trouvent un moment d’accalmie, tellement apaisant. L’humanité aura-t-elle suffisamment de mémoire pour se rappeler, après avoir exterminé ou contenu ce virus, qu’un monde sans violence, respectueux de son environnement, est la clé de notre avenir?

Apprenons de cette épreuve. Retenons-le bon, en rejetant le mauvais, pour le bien de l’humanité. ■

Christian Brunier, ancien député, Genève



GaucheBdo a besoin de votre soutien!

CCP 12-9325-6

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Journal du coronavirus

Lundi 23.3

TJ. Les vétérinaires sont sollicités, la Chaîne du Bonheur ouvre son compte pour les Suisses les plus démunis, je vais envoyer 50 frs, par solidarité, et pour me déculpabiliser. Le Tessin ferme ses entreprises, sauf celles qui sont indispensables. Coup de canif au fédéralisme. Toutes nos valeurs sont remises en question. L’émission «couleur locale» est remplacée par «Antivirus». On n’en sort pas. Il manque toujours des masques et des tests.

Mardi 24.3

Au réveil, j’apprends à la radio la mort d’Uderzo, Astérix et Obélix sont doublement orphelins. Nous aussi. 10h30, physio, je lui parle de ma sciatique à la jambe droite. Française, elle a quitté son métier de sage-femme parce que, faute de moyens, elle mettait la vie des patientes en danger. Son massage me fait du bien. Ma chronique est deux fois trop longue. Je la raccourcis d’un tiers, je demande une dérogation. Je tire la liste des parutions de mes éditions, il y en a 100! J’ai bien travaillé... C dans l’air: Chloroquine (médicament contre le paludisme): faut-il suivre le professeur Raoult? Des queues s’allongent devant les pharmacies... TJ. Les JO sont repoussés en 2021. Tout le monde est soulagé. Wuhan: les gens peuvent de nouveau sortir, aller travailler après un confinement strict depuis le 23.1.20. Italie, on sait d’où vient l’épidémie: le 19.2.20, il y eut le match Atalanta-Valence à Bergame, avec 40’000 supporters.

Mercredi 25.3

Réveil 6h30, radio, lever 7h15. Pour la 1ère fois depuis longtemps, mon chat Pollux me rejoint dans mon lit et réclame sa pâtée... Je me demande ce qu’il avait. Il a éternué pendant des jours, le coronavirus? TdG, supplément «Signé Genève», avec mon article sur la poste de Perly, je reçois plusieurs appels et courriels de félicitations. Xi Jinping a fait taire les médecins pendant plusieurs semaines, s’il avait réagi tout de suite, cela aurait diminué la pandémie de 60%! Trump a nié, parlé de fake news avant de rétro pédaler. Les Américains se ruent dans les supermarchés... et sur les armes! Par peur que les pauvres ne les attaquent. Le président du Brésil, Jair Bolsonaro, minimise les risques liés à la pandémie de Covid-19, qui a déjà tué plus de 18’000 personnes dans le monde. Concerts de casseroles contre lui. Vladimir Poutine va s’adresser à la nation. Jusqu’alors, il assurait que la situation était sous contrôle. Emmanuel Macron intervient 2 fois en 4 jours et semble découvrir l’importance du filet social. Face au coronavirus, Benjamin Netanyahu adopte la méthode forte et fait oublier son inculpation pour corruption. Nous sommes gouverné.e.s par des fous et/ou des criminels et/ou des incompetents. Cuba envoie ses médecins à travers le monde. Les hommes sont davantage atteints par le coronavirus: système immunitaire plus fragile. Et dire que ça joue les gros bras! Places de jeux fermées en ville. Alain Berset visite les HUG, sans caméra, impressionné par le travail accompli. Les femmes sont en première ligne contre la pandémie. Personnel de santé à 82% féminin sur 280’000 emplois en 2018. 86% infirmières, + moitié médecins, pharmaciennes, caissières, nettoyeuses, aides à domicile, vendeuses. Des héroïnes, souvent mal payées, 600 frs de moins que les hommes. A quand l’égalité salariale? Je reçois des poèmes de mes auteur.e.s, qui font une chaîne d’amitié. Merveille. Appels d’ami.e.s Tout le monde s’adapte. Cervin: illuminé en rouge et blanc, croix suisse et #Hope, œuvre de Gerry Hofstetter, artiste zurichois de renommée internationale.

Encre fraîche nous annonce l’annulation du Salon des Petits Editeurs. Tant pis, je publierai les 7 livres prévus. La littérature vaincra! Ce que j’écris à mes auteur.e.s. J’achète *Le Canard enchaîné*... qui n’a que 4 pages au lieu de 8! A cause des difficultés dues au coronavirus. Vers 17h, appel de mon fils, je le vois chez lui, émotion. J’envoie mon «journal du coronavirus» à Cornelia Hummel, Pr au Département de sociologie de l’Université de Genève, qui rassemble des journaux de cette période. C dans l’air. Inde: il est quasiment impossible de confiner une population qui vit en communautés serrées. Les temples ferment, les pauvres sont sans ressources. Le prince Charles a été testé positif. Les Britanniques prient pour la reine.

Jeudi 26.3

UE: 2000 parlementaires, téléconférences. On lit un poème en début de réunion! France Inter, une lettre par jour, Ariane Ascaride demande pardon à l’ado d’une cité qui joue au foot dehors, elle a essayé de rendre le monde plus juste... j’en pleure. TdG. Les données de l’OFSP sur le coronavirus sont peu fiables: inadéquation des moyens pour les recueillir! On n’a tiré aucune leçon du SRAS en 03.04, de H1N1 en 09... Roger Federer et Mirka font un don d’un million à l’Association Secours d’hiver pour les Suisses en souffrance. Une entreprise zurichoise va fabriquer des masques FFP2. Enfin! Dès le 28.3, il n’y aura plus de TGV entre Paris et la Suisse. Le jour où mon auteur Jean-Noël Cuénod aurait dû faire sa présentation à l’HEAD. Swiss; – 90% de vols. Les théâtres se mettent en ligne. Appel d’Anouk: elle va mettre nos poèmes sur son blog. Mes auteur.e.s sont formidables! C dans l’air: des hôpitaux déjà submergés. Parmi le 4 invités, le Dr Patrick Pelloux, président de l’Association de médecins urgentistes de France, dit que la médecine française est malade depuis des années. Il me fait penser au héros de la série médicale *New Amsterdam*. La Confédération prévoit 20 milliards pour les prêts bancaires (max. 500’000 par prêt). Apéro par Internet: maintenir les liens sociaux. Appel d’un ami aide-soignant. Lundi, son unité de soins a dû évacuer une vingtaine de résidents pour accueillir des malades du Covid-19! Le bordel! Le Courrier. On arrête tout, sauf les décisions du droit d’asile! Pourquoi fermer les marchés en plein air, alors qu’on autorise la vente en supermarchés fermés?

Vendredi 27.3

La Confédération planifie plusieurs dizaines de vol pour rapatrier plus de 2500 Suisses, notamment en Amérique latine, Asie, Afrique. Enfin! CFF: horaire réduit. Annulation de la Fête de la musique, qui devait se tenir du 19 au 21 juin! Idem pour Verbier Festival, musique classique, 17.7-2.8. G-B: Boris Johnson est positif. Solidarité: un ténor à sa fenêtre, des jeunes aident les aîné.e.s. Marché des maraîchers, nous sommes 7 à attendre dehors, 10’. J’écris un poème. C dans l’air: le confinement ça va durer au minimum jusqu’au 15 avril. Je termine mes impôts concernant 2019. Dons: 1400 frs, cotisations à 42 associations: 2540frs, abonnements à des journaux, revues: 1830 frs. Presque 500 frs par mois, fou. Tous les vendredis à 20h30, le carillonneur de la cathédrale Saint-Pierre donne un concert d’un quart d’heure. Après le TJ, deux épisodes de *Astrid et Raphaëlle*, duo de femmes policières, Astrid est autiste Asperger, comme Greta Thunberg, dont on n’entend plus parler.

Huguette Junod

Une épidémie qui contamine l'économie mondiale

DÉCRYPTAGE

Fuite des capitaux du Sud vers le Nord, augmentation du chômage, baisse des revenus... La propagation du Covid-19 menace les travailleurs dans le monde entier.

Avec l'épidémie de coronavirus, c'est une saignée sociale qui se prépare. La crise sanitaire s'est vite transformée en crise pétrolière et boursière, avec une chute des prix des hydrocarbures en février, et des cours des actions en mars, qui signe l'éclatement de la bulle financière accumulée depuis dix ans. Les signaux de l'économie mondiale sont désormais dans le rouge, avec une perspective de baisse de l'activité pour au moins un trimestre du fait des mesures de confinement pour plus de 2 milliards d'humains.

Le spectre du chômage de masse

L'Organisation internationale du travail (OIT) tire la sonnette d'alarme. Son directeur général, Guy Ryder, estime que «jusqu'à 25 millions de personnes pourraient se retrouver au chômage». Il prévoit également «une baisse du revenu des travailleurs allant jusqu'à 3'400 milliards de dollars». Ce scénario, dans son hypothèse la plus pessimiste, serait plus grave que la crise de 2008-2009, qui a vu la destruction de 22 millions d'emplois. Déjà aux Etats-Unis, plus de 3 millions de personnes se sont inscrites dans les registres des chômeurs la seule semaine passée. «Dans un monde dans lequel seule une personne sur cinq peut bénéficier d'indemnités de chômage, les licenciements constituent une véritable catastrophe pour des millions de familles», dénonce l'organisation, qui s'attend aussi à un développement d'un «sous-emploi» synonyme de diminution des revenus.

Une baisse des revenus déjà tangible

L'OIT prévoit également, dans un rapport d'étape, une augmentation de 8 à 33 millions du nombre de travailleurs pauvres dans le monde. La baisse des revenus est déjà une réalité dans certains pays, notamment ceux où sévit l'économie informelle. Au sud de l'Italie, on craint d'ores et déjà des émeutes de la faim. Jeudi, un groupe de Palermitains s'est présenté dans un magasin Lidl avec les chariots pleins, exigeant de ne pas payer. La scène s'est répétée le lendemain. En effet, dans le Mezzogiorno, nombre de personnes (plus de 3,7 millions) travaillent au noir, sans contrat, et ne bénéficieront pas des dispositifs de chômage partiel. La police a été déployée pour éviter les vols. Plusieurs voix, dont celle du ministre du Mezzogiorno, appellent à l'élargissement du revenu de subsistance. «Maintenant, il



Le trafic aérien est durement touché et certains pays envisagent des nationalisations temporaires des compagnies aériennes comme la France avec Air France.

Chad Davis

faut mettre l'argent dans les poches des Italiens où jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas réussi à le mettre», a déclaré Giuseppe Provenzano. Le gouvernement a ainsi prévu d'accorder 400 millions d'euros de bons d'achat et de débloquer 5 milliards d'euros pour aider les communes à faire face à l'augmentation de la pauvreté. La question est stratégique en Italie. Leoluca Orlando, maire de gauche de Palerme, voit la main de la mafia dans les révoltes de la faim. Une hypothèse à laquelle souscrivent les services secrets. Marco Minniti, l'ancien ministre démocrate de l'Intérieur, dit craindre que les organisations criminelles ne s'érigent en défense du droit au revenu et à la santé.

De son côté, l'Inde, qui est confinée, a elle aussi pris des dispositions, budgétant 20,6 milliards d'euros afin de financer des distributions de riz et légumineuses supplémentaires à 800 millions de personnes.

Un risque pour les prix des denrées agricoles

La baisse d'activité n'épargne pas le secteur agroalimentaire. «La pandémie du Covid-19

affecte les systèmes alimentaires et toutes les dimensions de la sécurité alimentaire partout dans le monde. Aucun pays n'est épargné», s'est inquiété jeudi le directeur général de l'Organisation des nations unies pour la nourriture (FAO), Qu Dongyu, invitant à ne pas casser les «chaînes de valeurs alimentaires», de la production à la logistique. La semaine dernière, les prix du blé ont augmenté quand a couru la rumeur que Moscou pourrait limiter ses exportations, après avoir placé en congés sa population. Le soja latino-américain a également vu son prix croître, à la suite d'inquiétudes sur la chaîne de transports. La menace d'une hausse des cours des céréales est particulièrement inquiétante pour certains pays du Sud, dépendants des importations en la matière.

La menace de faillites d'entreprises

Le confinement a pour effet une baisse de l'activité. Ainsi, selon l'Insee, l'économie française ne tourne plus qu'à 65% de sa capacité normale. Sous l'effet d'une baisse de la consommation des ménages, un mois de confinement coûterait à

l'Hexagone 3% de son PIB. L'Italie s'attend à une contraction de 5% de l'indicateur. Au niveau mondial, le Fonds monétaire international (FMI) estime que les effets du coronavirus pourraient être pires que ceux de la crise financière de 2008.

Les Etats cherchent en mobilisant des liquidités à conjurer les faillites d'entreprises, afin que l'économie puisse repartir de plus belle, une fois le confinement passé. Ils ont mis à disposition des sommes vertigineuses: le G20 qui s'est tenu jeudi prévoit 5'000 milliards d'euros pour soutenir l'économie. On sait déjà que Washington a mis sur la table 2'000 milliards de dollars, Berlin plus de 1'000 milliards d'euros, Rome 50 milliards. Ces sommes ne sont pas destinées à être dépensées forcément; il s'agit pour une grande part de garanties sur les prêts que pourraient souscrire des entreprises en difficulté. Elles comprennent également des dispositifs de chômage partiel. Certains pays envisagent des nationalisations temporaires. C'est le cas à Berlin, mais aussi à Paris, où une nationalisation de la compagnie aérienne Air France est sur la table. Si ces annonces peuvent apparaître surprenantes, on avait déjà connu ce phénomène en 2008: les contribuables avaient épongé les pertes, puis les firmes avaient été remises sur le marché.

Une machine à dettes

Les débats au sein de l'Union européenne le montrent: le modèle économique n'est pas remis en cause. Si Bruxelles vient en aide aux Etats membres qui auraient besoin de financement, ce pourrait être par le truchement du mécanisme européen de stabilité, avec les critères que l'on connaît à la clé.

La crise passée, le tour de vis pourrait être sévère pour certains pays déjà lésés, comme l'Italie, d'une dette avoisinant 135% de leur PIB. Les pays du Nord ne sont pas les seuls à être touchés. Le Fonds monétaire international (FMI) est en train de devenir «actionnaire» de nombreux Etats: plus de 80 pays ont déjà adressé une demande d'aide d'urgence. Cela est la conséquence d'une baisse d'activité, mais aussi d'une fuite des capitaux. A la mi-mars, le FMI avait déjà enregistré 42 milliards d'euros quittant le Sud pour revenir dans les pays riches. ■

Gaël De Santis

Paru dans *L'Humanité*

Le darwinisme de la santé au Chili

AMÉRIQUE LATINE • Le sociologue Andrés Kogan Valderrama dénonce la politique sanitaire du gouvernement de Sebastián Piñera.

Comme si les graves violations des droits de l'homme durant les manifestations lancées contre le gouvernement de Sebastián Piñera en octobre dernier n'étaient pas suffisantes, s'ajoute aujourd'hui la réponse erratique de l'exécutif face à l'expansion du coronavirus. Bien qu'aucun gouvernement dans le monde n'ait problématisé les causes structurelles de la pandémie, qui sont liées à l'expansion de l'agrobusiness et de l'industrie de la viande, son expansion a suscité des réactions différentes de la part des dirigeants au niveau international. Parmi les mesures concentrées sur la mise en œuvre de mesures de prévention universelles pour la population, il faut saluer celles qui ont mis l'accent sur le renforce-

ment du dépistage du virus, l'isolement des personnes infectées, la distanciation sociale et la promotion rigoureuse des mesures d'hygiène.

Confusion entre santé et sécurité

Dans le cas du Chili, la situation pourrait s'avérer dramatique et très grave si des mesures de prévention universelles fortes ne sont finalement pas prises, étant donné que plus d'un millier de personnes ont déjà été diagnostiquées avec le Covid-19 dans le pays. Malgré cela, le gouvernement Piñera a refusé de déclarer une quarantaine nationale et régionale, l'appliquant uniquement dans les zones orientale et centrale de la capitale, car il ne semble pas vouloir modifier l'ordre économique du pays. Seul un

état d'urgence et un couvre-feu dans tout le pays ont été décrétés, comme si le problème était un problème de sécurité et non de santé.

Ces mesures s'inscrivent dans un cadre politique où la santé, comme presque tout le reste, est régulée par le marché. Elles sont les conséquences de l'imposition d'une constitution née de la dictature il y a 40 ans. Celle-ci nie la possibilité d'un droit universel, public et solidaire à la santé pour tous, générant au contraire un système fragmenté, qui dépend de la fortune de chacun.

Il n'est dès lors pas surprenant qu'un tel modèle commercial de la santé suscite aussi bien l'augmentation du prix des médicaments dans les pharmacies que celle du prix des tests

de prévention, qui ne sont ni gratuits, ni universels.

Logique darwiniste inégalitaire

Plus qu'à un Etat négligent, la population fait face à un Etat darwinien, favorisant ceux qui ont les moyens économiques de vivre, considérant que le nombre de lits d'hôpitaux par habitant au Chili est bien inférieur à la moyenne des pays de l'OCDE. De plus, malgré le fait que les personnes infectées par le Covid-19 sont concentrées depuis le début dans le secteur Est de la capitale – zone de loin la plus riche en revenus de la région métropolitaine (Las Condes, Vitacura, Providencia), aucune mesure immédiate n'a été prise pour isoler ces communautés, révélant leur manque d'intérêt pour les secteurs les plus

pauvres. Il est aussi très grave que les autorités en aient seulement appelé à une quarantaine volontaire au niveau national, sachant que la grande majorité des licenciés.e.s doivent utiliser les transports publics pour se rendre à leur travail de peur d'être licenciés. L'initiative de télétravail récemment lancée par le gouvernement est destinée à l'élite. Elle ne protégera pas ceux et celles qui effectuent un travail physique dans le domaine du nettoyage et de la construction, par exemple. Bref, l'expansion du Covid-19 au Chili ne fait qu'exemplifier une nouvelle fois la logique darwiniste en matière de santé du pays, en montrant mépris total de la population générale en matière de soins. ■

Andrés Kogan Valderrama, sociologue chilien

Rescapés d’un lieu de torture

HISTOIRE • Un livre mémoriel rappelle la brutalité de la dictature argentine. De 1974 à 1983, elle a fait 30’000 disparus, 15’000 fusillés, 9000 prisonniers politiques, et 1,5 millions d’exilés.

Le 24 mars dernier, jour anniversaire du coup d’Etat militaire en Argentine organisé en 1974 par le Général Videla, est paru le livre *Ni fous, ni morts*, grâce à l’association le Périscope. Celle-ci réunit les ex-prisonniers politiques de l’établissement pénitentiaire de haute sécurité de Coronda situé dans la province de Santa Fe, au nord-est de Buenos Aires. Les détenus fabriquèrent des «périscopes» à l’aide de morceaux de balais et de miroirs pour surveiller les déplacements de leurs gardiens. De nationalité suisse depuis 1998, le journaliste Sergio Ferrari en est le co-auteur. Il est un militant engagé dans les milieux altermondialistes, de la solidarité internationale et syndicaux, connu des mouvements associatifs suisses et ancien porte-parole de l’ONG E-Changer. Alors militant syndical au sein du Front étudiant de Rosario, Sergio Ferrari, tout comme son frère Claudio, font partie des opposants passés par cette sinistre prison et centre de torture. Ceci avant d’obtenir l’asile en Suisse. Rencontre virtuelle.

Pourquoi publier un livre sur des faits remontant à plus de 40 ans?
SERGIO FERRARI Comme le souligne l’introduction de l’ouvrage, la MÉMOIRE en majuscules, constitue pour les anciens prisonniers de Coronda, le meilleur antidote aux brutalités du pouvoir, en tout lieu et à tout moment de l’histoire. Pour qu’un tel cauchemar ne puisse ressurgir.

C’est-à-dire?
Le pouvoir détenu par les puissants (et leurs stratégies pour le conserver) est une question universelle, tout comme la résistance du peuple à cette domination injuste. Les formes de cette hégémonie varient au cours de l’histoire et relativement aux caractéristiques de chaque société. Mais il s’agit essentiellement d’une seule et même question: l’éternelle dispute entre ceux qui assu-

jettissent le peuple et ceux d’entre nous aspirant à vivre en liberté. En résumé, quelle est la différence notable entre les tortures quotidiennes perpétrées par la junte et élaborées scientifiquement par des chercheurs à la prison de Coronda, et mourir au siècle dernier dans un camp de concentration en Europe voire périr en Méditerranée, pour échapper à la famine, à la guerre ou en tant que réfugié climatique?

Comment s’est élaboré le livre?
Rédigés par 70 ex-détenus de Coronda, voici des témoignages de vie carcérale. Ils sont écrits de manière collective, anonyme. Les récits attestent d’une profonde souffrance et de la douleur d’avoir perdu des compagnons irremplaçables. Mais l’humour y est souvent présent, étant une «arme fatale» contre nos bourreaux. Face aux gendarmes et gardiens prisonniers de leur peur, nous étions des hommes vraiment libres, en dépit de notre enfermement dans les cellules de deux mètres quatre-vingts sur trois mètres, où nous passions vingt-trois heures quotidiennes. Ainsi notre expérience de vie soumise au régime de l’isolement quasi-total est bien davantage qu’un compte-rendu historique.

En quoi ces textes-témoignages furent essentiels pour la mémoire collective populaire?
Entre 1976 et 1979, la prison-forteresse de Coronda, devenue un camp de destruction physique et psychologique, a eu la particularité d’être dirigée par la Gendarmerie nationale dépendante de l’armée. Son objectif? Broyer les prisonniers politiques. De sorte qu’à leur libération, les détenus torturés soient si anéantis qu’ils ne puissent revenir au militantisme politique, syndical, social ou associatif. La version originale en espagnol de l’opus a constitué un élément à charge dans le procès pour crimes contre l’humanité en 2017 et

2018, dont ont fait l’objet deux commandants de gendarmerie, anciens directeurs de la prison de Coronda en 2017-2018. Le 11 mai 2018, Adolfo Kuschidonshi a été condamné à vingt-deux ans de prison et son acolyte, Juan Ángel Domínguez, à dix-sept. C’est un verdict historique pour la justice et la mémoire – le procureur Martín Suarez Faisal a qualifié le lieu de «camp de concentration» pour opposants à la dictature où «la torture était absolue».

Quelle est le sens d’une publication collective alors que nombre de livres sont souvent des productions personnelles.
Cela fait une différence! Et pas seulement au niveau du contenu original. La version française de Ni fous, ni morts résulte du patient travail d’un collectif. Par leurs dons, quelque 70 personnes solidaires de la cause de justice et de mémoire des ex-victimes du régime militaire ont ainsi rendu possible sa publication. Une douzaine de militants associatifs ont participé à la conception, la gestion du projet et à la traduction de l’original. Je suis particulièrement reconnaissant aux Editions de l’Aire, qui n’ont pas hésité à le publier. De plus, plusieurs amis solidaires, suisses et latino-américains, avaient préparé des activités publiques pour son lancement. A cause de la pandémie, celles-ci sont repoussés à septembre prochain. Autrefois, à Coronda, la résistance était collective, unitaire. Aujourd’hui, comme par magie, cet ouvrage est le fruit d’une initiative autogérée, collective, solidaire.

Pourquoi faut-il le dévorer sans délai?
Peut-être déjà pour se rendre compte que même dans une situation de tension extrême, on peut rire. Mais aussi pour comprendre comme l’appartenance à un collectif et le lien – si ténu soit-il – qu’elle suscite, permet de résister, être inventif et se soutenir dans les moments les plus durs. Cela prend possiblement encore un sens particulier maintenant qu’en Suisse, nous sommes confinés sans savoir très bien quand cela va s’arrêter. ■

Propos recueillis par Bernard Borel

Ni fous, ni morts, Ed. de l’Aire, Vevey.
Prix spécial pour les lecteurs de *GaucheBdo*: 29 francs (port inclus).
Commande à: info@nifousnimorts.com
Renseignements: www.nifousnimorts.com

LA CHRONIQUE DE JEAN-MARIE MEILLAND

Notre étrange existence au temps du coronavirus

Ces derniers jours me reviennent souvent à l’esprit ces vers du début du *Crève-Cœur* d’Aragon, écrits à la fin de 1939, au début de la guerre: «Le temps a retrouvé son charroi monotone. . . // A peine savons-nous qu’on meurt au bout des champs/ Et ce que l’aube fait l’ignore le couchant». Et c’est en effet un bien étrange climat dans lequel nous sommes entrés depuis quinze jours. Nous vivons dans un monde bien différent de celui auquel nous sommes accoutumés. Beaucoup plus calme, presque silencieux, avec des rues presque vides et des centres-villes quasi abandonnés, il est comme sorti de la logique dominante. Les amateurs de tranquillité fatigués de l’hyperactivité frénétique suscitée par le business en ressentent presque de la joie. D’autant plus que la qualité de l’air est meilleure, que les oiseaux moins soumis à l’emprise humaine semblent se sentir de nouveau plus libres et que des arbres en fleurs resplendissants paraissent mieux s’exposer dans un environnement moins colonisé par nos activités. Domage que cet apaisement ne vienne que d’une sinistre épidémie, qui, si elle n’était pas assez contrôlée, pourrait éventuellement se développer d’une manière aussi tragique que la grippe espagnole de 1918-1919. Cette tranquillité d’un confinement où l’on ne sort qu’un minimum n’est d’ailleurs que partielle quand on voit que chantiers et usines continuent de fonctionner et de rassembler dans les mêmes lieux des quantités de salariés. Apparemment on juge opportun que ceux qui ne travaillent pas ou peuvent travailler chez eux soient strictement isolés alors que nombre de travailleurs manuels bâtissant pour des promoteurs peuvent courir des risques, et en faire courir à d’autres. Notre monde s’est mis au ralenti, mais pas partout de la même façon, et le rythme est beaucoup moins freiné là où beaucoup d’argent circule. Mais à vrai dire, comment le capitalisme cupide pourrait-il procéder autrement?

D’autres vers me reviennent en mémoire quand je passe devant les magasins fermés et les cafés aux portes closes, ceux de Jean Ferrat chantant: «Les touristes, touristes partis/ Le village petit à petit/ Retrouve face à lui-même/ Sa vérité, ses problèmes/ Les touristes, touristes partis». Vivant dans une région touristique, on peut prendre le texte littéralement, mais bien sûr quand on voit nos villes en sommeil, ce sont presque toutes les activités ordinaires qui se sont arrêtées, et comme Ferrat le dit bien, c’est alors que se font jour des problèmes habituellement refoulés ou relativisés. Aujourd’hui nous nous retrouvons enfermés chez nous. La gamme des problèmes que cela pose est large et tout le monde n’est pas égal face à eux. On n’est guère à plaindre quand on vit seul ou à deux ou trois dans une villa ou dans un bel appartement. Mais quand une famille nombreuse est contrainte de vivre entassée dans un petit appartement, les tensions peuvent vite se manifester. Notre société individualiste est aussi confrontée à ses failles. De nombreuses personnes sont solitaires, marginalisées, souffrant parfois de troubles psychiques. Il est vrai que dans ces moments d’isolement contraignant, les réseaux familiaux, amicaux ou affinitaires s’activent. Des structures publiques ou associatives se mettent aussi à l’œuvre pour aider ceux qui n’ont guère de relations. Mais est-ce suffisant pour tout à coup joindre et secourir efficacement celles et ceux qu’on a précédemment laissés à eux-mêmes? On constate le vide qui dans des sociétés libérales existe entre d’une part le cercle des proches et d’autre part les structures de l’aide sociale. Ce vide, qui devrait être rempli par le voisinage, est de plus en plus grand, célébré par certains comme la meilleure garantie des libertés individuelles, mais dont on constate qu’il est douloureux pour un grand nombre, surtout en temps de crise. Les problèmes de notre société, ce sont aussi ces inégalités qui font qu’on expose les travailleurs manuels hors secteurs de première nécessité pour ne pas trop bloquer la machine, alors que les petits commerces sont obligés de fermer boutique. S’il est important de fermer les petits magasins et salons à contacts rapprochés, pourquoi les contacts rapprochés sont-ils autorisés dans le cadre des grandes entreprises?

Ce ralentissement, dont on voit bien qu’il a de bons côtés, pourrait donner à réfléchir au-delà du petit cercle des organisations combattives et des intellectuels critiques. Mais à moins que cela ne dure des mois, ce qu’on n’ose imaginer sans effroi, ce temps d’exception risque bien de n’être qu’une parenthèse qu’on s’empressera de refermer pour repartir d’ici peu de plus belle dans un régime de production et de consommation débridé. En rester au rythme actuel serait d’ailleurs insupportable aussi pour les salariés qui fonctionnent dans le contexte productiviste dont ils dépendent pour gagner leur vie. La transition vers une économie décroissante, si elle ne veut pas s’accompagner des catastrophes du chômage de masse, exigerait de longues années sous la direction d’un gouvernement résolu et efficace. Or on sait que pour l’heure nos autorités ont tout à voir avec l’économie capitaliste et rien avec un projet de décroissance. Ainsi, il y aura sans doute peu de leçons qui seront tirées de cette crise. Bien sûr, et ce sera déjà une bonne chose, on préparera le système sanitaire pour éviter les vagues-hésitations qui cette fois ont longtemps prévalu, pour organiser aussitôt des dépistages systématiques et pour disposer de suffisamment de masques. Du point de vue industriel, on peut aussi penser, et dans le cadre de ce système ce sera aussi une bonne chose, que l’on rapatriera une partie de la production de Chine en Europe. Mais à moins que la crise sanitaire ne débouche bientôt sur une crise économique mondiale qui pourrait marquer le début d’une possible sortie du système capitaliste et productiviste, on peut faire confiance à nos autorités pour réduire cette affaire à «une épidémie dont la fin signifiera le retour à l’état antérieur (pour eux normal)». A défaut de remise en question venant d’en haut, on peut tout de même espérer qu’à la base nous aurons appris à être plus solidaires. Car des crises, climatiques et économiques, sans doute beaucoup plus graves s’annoncent¹. Elles remettront en question fondamentalement notre mode de vie et pourront survenir soudainement malgré les efforts que nous auront faits pour éviter des chocs trop brutaux. C’est alors qu’il nous faudra montrer des qualités de courage et d’humanité dont la société capitaliste nous a déshabitués.

Mais pour l’heure, entre de brefs avant-goûts d’une société différente, la menace de la maladie qui pèse sur nous et les problèmes quotidiens du confinement, nous avons pas mal à faire! Chères lectrices, chers lecteurs, chères et chers camarades, je vous souhaite de rester en santé, et de garder force, courage et si possible, une dose de bonne humeur!

Jean-Marie Meilland

¹ Comme l’écrivent Pablo Servigne et Raphaël Stevens: «... L’expansion matérielle exponentielle de notre civilisation a irrémédiablement perturbé les systèmes complexes naturels sur lesquels elle reposait. ... Le réchauffement climatique et les effondrements de biodiversité, à eux seuls, annoncent des ruptures de systèmes alimentaires, sociaux, commerciaux ou de santé. ... Dans ce monde devenu “non-linéaire”, les événements imprévisibles de plus forte intensité seront la norme. ...» (*Comment tout peut s’effondrer*, Le Seuil, 2015). Les auteurs n’appellent pas au pessimisme, mais à une lucidité permettant de réagir au mieux.



Jacques Eschmann, une vie d'engagements

LIVRE • Un parcours qui va d'un catholicisme plutôt conservateur à l'écologie en passant par le militantisme révolutionnaire.

Ce livre raconte donc un parcours militant qui a connu diverses étapes et une profonde évolution. Il offre aussi des renseignements intéressants sur tout un pan de la vie politique et associative fribourgeoise. Pourtant Jacques Eschmann est né en 1947 dans le Jura, alors entièrement bernois. Sa famille, d'origine modeste, est profondément catholique. Vers 15-16 ans, il songe même à devenir prêtre. Il est alors plutôt conservateur, anti-séparatiste et anticommuniste... Sa mère lui transmet cependant l'idéal d'un christianisme humaniste. Et tout va basculer pendant son adolescence. Il participe à des camps du Service civil international. Il fera son service militaire dans les sanitaires non armés. Il adhère au catholicisme de gauche incarné par l'hebdomadaire français *Témoignage chrétien*. Puis son évolution personnelle l'amène en 1969 à l'athéisme et au marxisme, dans le cadre de la Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), à laquelle il consacre de nombreuses pages, riches en détails méconnus sur ce mouvement – très faible il faut le dire – à Fribourg, où il fait ses études universitaires. Eschmann trouve dans la LMR à la fois l'anticapitalisme et le rejet du communisme à la soviétique. Il montre, comme d'autres l'ont fait avant lui, l'intensité de l'activité militante au sein de cette formation: «travail jeunes», «travail ouvrier», opposition à la guerre du Vietnam, soutien aux horlogers de Lip à Besançon, Comité Chili, etc. Il dit lui-même: «ouf! cette liste a aujourd'hui le don de m'étouffer...»

Pourtant il tiendra quinze ans à ce rythme effréné. Car, car comme ses camarades, il croit «en l'imminence de la révolution». Il est bien sûr copieusement fiché et essuie des *Berufsverbote* (interdictions professionnelles). En 1980, la LMR a changé son nom en Parti socialiste ouvrier (PSO), puis se fond dans Ecologie et Solidarité, qui devient en 1990 les VertEs.

Engagement syndical et associatif

C'est dans le cadre de cette formation politique que Jacques Eschmann est élu en 1991 au Conseil communal (Exécutif) de la ville de Fribourg. Il y siègera jusqu'en 2001. Ce qui donne lieu à d'autres pages intéressantes de son livre, où il fait part de sa collaboration fructueuse avec des membres d'autres partis, et en particulier avec le syndic Dominique de Buman. L'ouvrage relate aussi trente ans d'activité de syndicaliste, au sein de la VPOD, qui deviendra en 1982 le Syndicat des services publics (SSP). Là, il prône la coopération avec les syndicats chrétiens, longtemps considérés comme des frères ennemis. Il refuse de plus en plus les sectarismes, d'où qu'ils viennent. Peu à peu, le thème de l'environnement, marginal jusqu'à, progresse. Eschmann adhère donc à Pro Natura et au WWF.

Dès 2001, l'orientation militante de cet homme infatigable s'oriente vers un engagement dans le milieu associatif: présidence de Pro Natura Fribourg, travail dans le cadre de Fri-Santé, structure qui offre des soins médicaux et de prévention aux



Militant trotskyste, Jacques Eschmann a aussi été élu à l'exécutif de la Ville de Fribourg ou œuvré au sein du syndicat SSP.

DR

exclus, aux sans-papiers, aux professionnelles du sexe, aux toxico-dépendants. Sans oublier une organisation plus récréative: il fonctionne à Suisse-Rando comme chef de course. Sur le plan professionnel, alors que plusieurs institutions scolaires ont refusé les services de ce «gauchiste», il a pu s'épanouir depuis 1969 dans une école trop peu connue: les Cours d'Introduction aux Etudes universi-

taires en Suisse (CIUS), hélas fermés depuis, une décision politique absurde qu'il condamne.

Au terme de son livre attachant – dont la lecture, avouons-le, se révèle cependant un peu austère – Jacques Eschmann s'interroge sur ses engagements: «Ce qui me paraissait alors tellement évident et définitif a fait place à des doutes, à des interrogations.» Certaines de ses certitudes

ont été battues en brèche. En particulier, il ne croit plus en «l'existence d'une élite croyant détenir la vérité». Ses convictions restent cependant profondément enracinées. Il reste convaincu que le rouge et le vert doivent continuer à aller de pair! ■

Pierre Jeanneret

Jacques Eschmann, *Rouge et vert. Souvenirs d'un militant*, Vevey, Ed. de L'Aire, 2020, 462 p.

Le fond de l'air est jaune vif

LIVRE • De l'histoire en cours des gilets jaunes, il est possible de dessiner les contours sans les figer. Archives du présent et armes pour l'avenir, quinze études sont rassemblées.

Que n'a-t-on pas écrit de sottises au sujet des Gilets jaunes! Raison de plus pour apprécier ce livre, doté d'une excellente bibliographie et d'études attentives et exactes. On lira notamment les contributions de l'historien et sociologue Pierre Rosanvallon (*Accroître le «pouvoir de vivre»*) et du philosophe Etienne Balibar (*Le sens du face à face*). Il est évident que la participation de ces deux penseurs garantit à elle seule le sérieux de l'ouvrage collectif. Les contributions des autres auteurs apportent toutefois d'importants éléments permettant de mieux comprendre ce phénomène.

Remarque préalable: le mouvement des Gilets jaunes inspire de la sympathie. Certes, il est facile d'inspirer de la sympathie lorsqu'on brandit un panneau avec l'inscription «Macron=destitution» et qu'on sait que Macron a puisé auprès de la Toulouse School of Economics, inspiré par Jean Tirole, chantre de l'ultra-libéralisme, les recettes dont il a enveloppé son menu financier. Admirable aussi, la façon dont les Gilets jaunes ont su gérer, grâce à l'accueil de groupes proches du Comité Adama, les inévitables dérapages antisémites, parfois racistes. Drôle et sympathique la pancarte, «On veut des thunes en attendant le communisme».

Le macronisme par ses maux

Pour éviter de paraphraser les textes de ce livre, j'ai opté pour une lecture condensée du texte d'Etienne Balibar, «Le sens du face-à-face», qui constitue la conclusion de ce livre. Je retiendrai dans l'analyse de Balibar les trois principaux aspects suivants: la politique économique de Macron (le «macronisme»), son idéologie et l'impôt sur la fortune (ISF).

La politique économique présidentielle: «Tout s'est passé comme si Emmanuel Macron avait vu



Les Gilets jaunes ont révélé la nature inégalitaire, arrogante et élitiste du macronisme.

Patrice Calatay

dans son élection un mandat pour accélérer la «casse»: celle du droit du travail, celle de la fiscalité progressive...». Cette idéologie est basée sur les slogans éculés du néo-libéralisme: «politique de l'offre, compétitivité, maîtrise des dépenses publiques, baisse du coût du travail», le tout conduisant à la précarisation («uberisation»).

Ses méfaits sont confirmés par les nombreuses références aux personnes – une majorité – pour lesquelles les fins de mois sont devenues des cauchemars. Ce qui peut tenir lieu de programme des Gilets Jaunes ne cesse de faire état de cette situation. J'ai notamment été sensible à la photographie d'une femme très sympathique et épuisée, portant une pancarte «Manu, si tu avais mon salaire tu ne tiendrais pas une semaine»; elle se trompe de calcul, car avec son salaire, «Manu» ne tiendrait pas

une journée! Balibar rappelle combien cette politique, aussi européenne, est «aux antipodes du vigoureux néokeynésianisme qui serait nécessaire pour entraîner les activités collectives et les qualifications individuelles» dans un sens de progrès réel.

Au plan idéologique, cette politique est menée avec un mépris affiché des «perdants», des «illettrés», des «fainéants», etc. L'historienne Ludivine Bantigny rappelle les invraisemblables dérapages verbaux de Macron («la meilleure façon de se payer un costard, c'est de travailler»). Ils mettent en évidence à quel point la politique de Macron est bêtement immorale.

L'ISF porté disparu

Pour Etienne Balibar: «Tout s'est visiblement cristallisé autour d'une unique mesure qui, à elle seule,

concentrait l'antagonisme et va continuer de le concentrer: ou bien l'impôt sur la fortune était rétabli...ou au contraire on assistait à la «sanctuarisation» de son abolition, qui scelle l'alliance de Bercy et du CAC 40, voire de Neuilly». La réponse est acquise: Macron ne cédera pas, car «ce n'est pas de lui qu'il faut attendre une solution, sauf la pire». Ainsi, au centre des revendications de Gilets Jaunes, se trouve cette volonté de rétablir l'impôt sur la fortune. Certes, l'économiste Thomas Piketty a raison de rappeler l'envol de la fortune des riches Français. «les recettes de l'ISF ont plus que quadruplé entre 1990 et 2017, passant de 1 milliard à plus de 4 milliards, alors que le PIB nominal était multiplié par deux». Mais le vrai problème n'est pas d'ordre purement économique.

Appelé pendant un certain temps, hypocritement, «impôt de solidarité sur la fortune», l'ISF a été aboli en 2017, maintenu uniquement pour la fortune immobilière. Mais il a essentiellement une valeur symbolique, ne représentant que 1 à 2% des recettes fiscales nationales. Emmanuel Macron avait promis de maintenir son abolition, en prétendant que cette suppression encouragerait les fortunés à investir en France, en ignorant (et non pas en oubliant) que plus on est riche, meilleures sont les possibilités d'évasion fiscale à l'étranger. Mais le problème est ailleurs: Etienne Balibar a bien vu la puissance symbolique de l'ISF, qui décrédibilise le pouvoir économique. «Que les riches paient!», «Que les GROS paient GROS.» Peut-être que les Gilets Jaunes ont vu juste, en proclamant «Ici débute la 1^{ère} démocratie!» ■

Martin Schwartz

Le fond de l'air est jaune; comprendre une révolte inédite. Seuil, 2019. Textes réunis et présentés par Joseph Confavreux.

Pour rappel: *GaucheBdo* no 14 / 2019, p. 6, «Quelques réflexions sur les Gilets Jaunes», par Nago Humbert.

Penser un monde à réparer

LIVRE • Avec la pandémie, quelque chose se révèle et se profile, inquiétant, effrayant, stimulant aussi au point d'en être irréel. D'où le désir d'ouvrir la réflexion avec Corine Pelluchon, philosophe environnementaliste.

Corine Pelluchon, professeure de philosophie à l'université Gustave-Eiffel (Marne-la-Vallée) et membre du conseil scientifique de la Fondation Nicolas Hulot est sensible à la cause environnementale et animale. Ceci en termes d'identité, de reconnaissance, de justice et de droits. Se pose alors le défi de penser le social, la Terre, l'humain dans leurs interactions et réparations possibles. Elle se met ainsi à l'écoute de réalités qui ne parlent pas, la nature, les animaux. «Réparer le monde ne veut pas dire recoller les morceaux, comme lorsqu'on s'obstine à préserver une construction qui s'effondre, mais défendre la vie», écrit-elle dans son ouvrage venant de paraître, *Réparons le monde. Humains, animaux, nature. Entretien.*

Comment le passage – que vous appelez de vos vœux – du savoir à la sagesse en matière de crises environnementales et sanitaires peut-il se manifester?

CORINE PELLUCHON D'abord, la différence entre la sagesse et le savoir est que celui-ci peut être seulement théorique, alors que la sagesse est un processus plus profond. Il demande du temps et suppose surtout que l'on assimile les connaissances afin qu'elles nous transforment, qu'elles modifient nos manières de penser, de nous penser, d'interagir avec les autres. Il existe un lien entre les représentations, les évaluations (c'est-à-dire le fait d'accorder de la valeur à telle ou telle chose), les émotions et les affects. Dans le domaine environnemental, tout le monde sait que notre modèle de développement comporte des risques: la destruction de la biodiversité, le réchauffement climatique menacent notre santé et notre survie et provoquent des déplacements de population qui ont un impact sur le plan géopolitique.

Mais l'impact en est souvent amoindri par des mécanismes psychologiques tels le déni, le clivage entre sa raison et ses émotions, le présentisme. Ces derniers sont souvent mis en oeuvre quand les nouvelles sont mauvaises et qu'on a peur de regarder la réalité en face. Avec la mondialisation, le réchauffement climatique, on ne voit pas le visage des personnes auxquelles l'on cause un dommage. De surcroît, la technique crée souvent une distanciation. Ce qui fait que l'identification avec les victimes n'est guère possible, surtout quand elles sont très nombreuses. Dans le cas du virus, on peut infecter quelqu'un sans le vouloir. Ainsi, la structure de notre responsabilité a changé car nous devons être responsables de ce dont nous ne sommes pas coupables.



Etre exposé à des agents infectieux traduit autant notre interdépendance aux autres et aux écosystèmes que notre vulnérabilité.

DR

Quel rôle est alors amenée à jouer «l'éthique de la responsabilité»?

Associée au philosophe allemand Hans Jonas (1903-1993), cette expression signifie que l'on est responsable à la fois de la nature, des générations futures et des autres espèces. Notre pouvoir technologique a rendu la nature «altérable à volonté», puis en a fait «un être fragile et menacé» qui est l'objet de notre responsabilité. Toutefois, loin d'être une obligation liée à un devoir choisi, la responsabilité est une passivité, une atteinte, comme le montre le philosophe français Emmanuel Levinas. En d'autres termes, l'individu est cerné, concerné. C'est mon identité qui change: au lieu de me définir par mes choix et par ma volonté de maîtriser le cours des choses, il y a là quelque chose qui m'atteint et que je n'ai pas voulu ni visé.

Dans le contexte pandémique et de la crise environnementale notamment, nous sommes responsables de dommages que nous n'avons pas voulu commettre, mais nos styles de vie nous accusent car ils détruisent d'autres espèces et infligent d'énormes souffrances aux animaux. Enfin, si

nous n'avions pas exploité les animaux sauvages comme nous le faisons, il n'y aurait pas autant de virus ayant une origine animale... Enfin, être exposé à des agents infectieux traduit autant notre interdépendance aux autres et aux écosystèmes que notre vulnérabilité.

Pour vous, le système capitaliste, «suppose la négation de la valeur intrinsèque de la nature et l'absence totale de respect pour les animaux qui sont traités comme de simples ressources et dont les besoins de base et la subjectivité sont niés.»

Je pense simplement que notre modèle de développement génère des contre-productivités majeures sur le plan social, écologique et psychique et qu'il faut en changer. Nos modes de production et de consommation sont insoutenables au plan écologique et aberrants. En témoignent l'obsolescence programmée, le gaspillage, la pollution, la souffrance animale dans l'élevage intensif notamment. Mais aussi l'organisation du travail: pour une massification de la production à des coûts de revient toujours plus bas. On ne tient compte ni du sens des activités (l'élevage n'est pas l'indus-

trie, pareil pour le soin) ni de la valeur des êtres, humains et animaux, impliqués...

«La santé est la condition de notre liberté», selon vous. Or sous régime d'exception, voire d'état d'urgence, une tentation autoritaire peut s'affirmer sur le long terme.

C'est un point fondamental. Il y a une distinction à établir entre état d'urgence – mis en place actuellement en France, ndr – et état d'exception. Le premier correspond à un état où l'on suspend un certain nombre de droits constitutionnels, comme celui d'aller et de venir, imposant le confinement. Mais l'on va essayer de le faire de manière transparente, publique et argumentée, en évitant l'arbitraire. A contrario, l'état d'exception correspond à la tyrannie et à l'arbitraire, c'est la raison d'Etat qui n'a pas ces critères formels de justice.

Je crains néanmoins que le repli sur soi, le nationalisme et le gouvernement par la coercition ne soulignent une tendance lourde après la crise sanitaire. Si les Français – comme d'autres – ont accepté d'être confinés sous la contrainte et que cela entraîne notamment une réduction importante des

émissions de gaz à effets de serre, certains diront: pourquoi ne pas proroger un régime de coercition et de surveillance tous azimuts? A mes yeux, les droits de l'homme sont non négociables. La question écologique exige plus de démocratie.... Mais il faut une démocratie renouvelée, plus horizontale. Ceci en donnant aux personnes les moyens d'expérimenter des alternatives pertinentes au modèle hégémonique productiviste, extractiviste et intensif, que ce soit dans l'agriculture, l'élevage, l'éducation, la santé. Certaines existent déjà; il faut les mettre en valeur.

La pandémie actuelle était-elle prévisible?

Il était clair depuis longtemps que des crises sanitaires liés à des virus de ce genre surviendraient. Celle du Covid-19 n'est sans doute pas la plus dévastatrice à venir. La destruction des habitats des animaux sauvages qui sont les hôtes de virus nous expose à des dangers car ces virus traversent les frontières entre les espèces. Sans parler des marchés d'animaux sauvages, comme en Chine. La transition écologique a quatre axes: l'écologie environnementale; la justice et la répartition des coûts de la pollution, l'organisation du travail; la santé; le rapport aux autres animaux...

Travailler sur ces axes simultanément est nécessaire et cela peut aussi nous sortir d'une certaine déshumanisation. Ainsi ce que l'on fait subir aux animaux est le miroir de cette déshumanisation et de l'irrationalité de notre modèle de développement... J'espère que, dans la cacophonie générale, on entendra les voix bienveillantes de celles et ceux qui veulent réparer le monde, au lieu de diviser la société en prônant le repli sur soi, le nationalisme et la tyrannie.

Sur notre vulnérabilité accentuée sous confinement...

Nous sommes arrêtés par notre vulnérabilité. On prend conscience des conséquences de nos modes de vie sur les autres et sur la biosphère et on se sent à la fois vulnérable et responsable. La vulnérabilité peut ainsi se révéler une grande force de changement, de responsabilité, d'engagement et d'empathie. Car elle est la capacité d'être ouvert aux autres, d'être concerné par autrui, donc aussi par les animaux... ■

Propos recueillis par Bertrand Tappolet

L'intégralité de cet entretien est disponible sur: www.gauchebd.com

Corine Pelluchon a notamment publié: *Réparons le monde. Humains, animaux, nature* (Rivages, 2020), *Ethique de la considération* (Seuil, 2018). Plus d'infos sur: www.corine-pelluchon.fr

Ecrire l'épidémie dans l'urgence, mais la tête froide

LIVRE • L'écrivain italien et docteur en physique théorique, Paolo Giordano sort «Contagions», en accès libre sur le net.

En exergue, tout est dit, une crainte, mais aussi un souhait. «Je n'ai pas peur de tomber malade. De quoi alors? De tout ce que la contagion risque de changer. De découvrir que l'échafaudage de la civilisation que je connais est un château de cartes. J'ai peur de la table rase, mais aussi de son contraire: que la peur passe en vain, sans laisser de traces derrière elle». Plus jeune prix littéraire Strega d'Italie avec son roman *La solitude des nombres pre-*

miers, Paolo Giordano a décidé d'écrire dans l'urgence un ouvrage sur l'épidémie de Cov-19, qui flambe en Italie. Fort de son bagage scientifique, le livre égrène des réflexions, voire des méditations sur les chiffres de la contagion, notamment sur le taux de reproduction de base (RO) de la maladie infectieuse ou sur la mondialisation, mêlées à des souvenirs plus personnels comme lorsqu'il avait attrapé à douze ans la maladie Pieds-mains-bouche à Milan.

«Je voulais écrire aussi vite que possible, afin de contribuer à l'indispensable effort d'information. J'ai tout de suite rédigé des articles de presse, mais je voulais aussi informer par le biais de cette forme particulière, un livre, qui permet aux gens de prendre un peu plus leur temps et d'élaborer une chaîne de raisonnement. Le temps du roman viendra», a-t-il expliqué dans *L'Humanité* pour expliquer sa démarche. Le pari est réussi. En courts chapitres, Paolo Gior-

dano interroge et décrypte les informations du monde extérieur qui lui parviennent dans son confinement pour mieux les mettre en perspective et dévoiler l'envers des signes comme le faisait Roland Barthes dans ses *Mythologies*. Privilégiant la réflexion sur la dramatisation des sentiments, ce salutaire exercice d'éclaircissements mené la tête froide sera utile à tous et toutes. ■

Réd.

A lire sur www.seuil.com